



Document de référence du réseau – Annexe E.4.2

Conditions générales d'utilisation de
l'installation de triage d'Anvers-Nord pour la
fourniture de services de triage à des tiers

INFRABEL



À compter du 1^{er} janvier 2027, il ne sera plus possible pour une entreprise ferroviaire d'accéder à l'installation de triage d'Anvers-Nord afin d'effectuer le service de triage pour compte propre ou afin de fournir un service de triage aux autres entreprises ferroviaires. La fourniture de services dans cette installation se fera uniquement par Infrabel. Les présentes conditions générales demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 2026 inclus. À compter du 1^{er} janvier 2027, la présente annexe sera réputée sans objet.

Contenu

Contenu	1
1. Définitions	2
2. Objet	2
3. Tâches d'Infrabel.....	3
4. Tâches de l'utilisateur exploitant	5
5. Indicateurs de performance.....	7
6. Comité d'audit	8
7. Assurance	9
8. Responsabilité.....	9
9. Modification des conditions générales.....	9
10. Suspension et cessation anticipée.....	9
11. Force majeure	10
12. Généralités	11

1. Définitions

- **Plan de correspondance** : vue d'ensemble pour un horaire de service des wagons à gérer par l'utilisateur exploitant entre les trains à l'arrivée et ceux au départ.
- **Installation** : l'installation de triage d'Anvers-Nord composée de 2 sous-installations (d'une part, l'installation C : faisceau C1 + faisceau C2 + bosse intermédiaire - et d'autre part, l'installation B : faisceau B1 + faisceau B2 + bosse intermédiaire), y compris l'équipement de ces faisceaux et de ces bosses.
- **Règlement d'exécution 2017/2177** : le règlement d'exécution (UE) 2017/2177 de la Commission du 22 novembre 2017 concernant l'accès aux installations de service et aux services associés au transport ferroviaire.
- **Code ferroviaire** : la loi du 30 août 2013 *portant le Code ferroviaire*.
- **Utilisateur exploitant** : l'entreprise ferroviaire qui utilise l'installation pour offrir des services à des tiers en tant qu'exploitant.
- **Description de l'installation de service** : le document tel que défini à l'article 3, point 3) du Règlement d'exécution (UE) 2017/2177.
- **Document de référence du réseau** : le document tel que défini à l'article 3, 22° du Code ferroviaire.
- **Services de triage** : triage par gravité unique et/ou *sequencing* et/ou *order picking*.
- **Slot de triage** : une période pendant laquelle une rame de wagons est poussée jusqu'à la bosse et est triée jusqu'aux voies de destination.
- **Triage par gravité** : le fait de pousser les wagons sur la bosse.
- **Railport** : filiale du *Port of Antwerp-Bruges*.

2. Objet

Le gestionnaire d'infrastructure belge Infrabel est le propriétaire et l'exploitant de l'installation de triage d'Anvers-Nord, dont il gère l'accès, conformément au règlement d'exécution 2017/2177. Les tâches d'Infrabel sont reprises au point 3 ci-après.

Chaque entreprise ferroviaire reconnue peut faire usage de cette installation pour compte propre à condition de disposer du personnel nécessaire et du matériel de traction adapté (cf. protocole local et description de l'installation de service à l'annexe E.4.1 du document de référence du réseau) et de signer le protocole local.

En outre, les entreprises ferroviaires sont libres d'offrir ou non des services de triage à des tiers dans l'installation. Les entreprises ferroviaires qui offrent des services à des tiers sont, conformément au Règlement d'exécution 2017/2177, des exploitants de l'installation de service (ci-après : utilisateur exploitant) et doivent se conformer aux dispositions prévues dans ce règlement d'exécution. Les tâches de l'utilisateur exploitant sont reprises au point 4 ci-après.

Outre les obligations décrites dans le règlement d'exécution 2017/2177, les présentes conditions générales décrivent les conditions permettant à l'utilisateur exploitant d'utiliser l'installation dans le but d'offrir des services à des tiers.

D'autres dispositions opérationnelles peuvent être prises dans des conditions particulières.

3. Tâches d'Infrabel

1) Gestion de capacité:

- a) Infrabel organise la planification des sillons en cohérence avec le plan de correspondance de l'utilisateur exploitant, sans préjudice du respect par Infrabel de ses obligations découlant du règlement d'exécution 2017/2177, du Code ferroviaire et du document de référence du réseau ;
- b) Infrabel gère la capacité ferroviaire (jusqu'au niveau des voies) dans les faisceaux de réception de l'installation de triage (faisceaux C1 et B1) et réservera, selon le principe du « best effort » et en fonction des volumes à trier, une quantité prédéterminée de voies pour accueillir le trafic diffus dans les faisceaux B1 et C1, en cohérence avec le plan de correspondance et sans préjudice du règlement d'exécution 2017/2177 ainsi que du document de référence du réseau ;
- c) Infrabel attribue à l'utilisateur exploitant la capacité dans les faisceaux de départ de l'installation (faisceaux C2 et B2) conformément à l'annexe E.4.1 du document référence du réseau, par créneau d'une heure ;
- d) Infrabel organise la circulation ferroviaire en temps réel à partir et à destination des faisceaux de réception et de départ en cohérence avec le plan de correspondance de l'utilisateur exploitant, sans préjudice du respect par Infrabel de ses obligations découlant du règlement d'exécution 2017/2177, du Code ferroviaire et du document de référence du réseau ;
- e) En cas de force majeure, tel que prévu au point 11, Infrabel peut déroger aux points ci-dessus ;
- f) En cas d'arrivée anticipée (arrivée 1h avant l'heure prévue dans le plan de correspondance) ou d'arrivée tardive (arrivée 1h après l'heure prévue dans le plan de correspondance) et de capacité insuffisante dans les faisceaux B1 ou C1 d'Anvers-Nord, Infrabel imposera de se garer dans un autre faisceau ;
- g) En cas de départ tardif (départ 30 minutes après l'heure prévue dans le plan de correspondance) et de capacité insuffisante dans les faisceaux B2 ou C2 d'Anvers-Nord, Infrabel, en concertation avec l'utilisateur exploitant, imposera à l'entreprise ferroviaire responsable du départ de se garer dans un autre faisceau.

2) Infrabel maintient l'installation en service, conformément aux garanties/prescriptions de sécurité prédéterminées, comme stipulé dans le protocole local Anvers-Nord (trilage). Infrabel se réserve le droit de mettre tout ou partie de l'installation hors service de manière temporaire ou définitive dans les cas suivants :

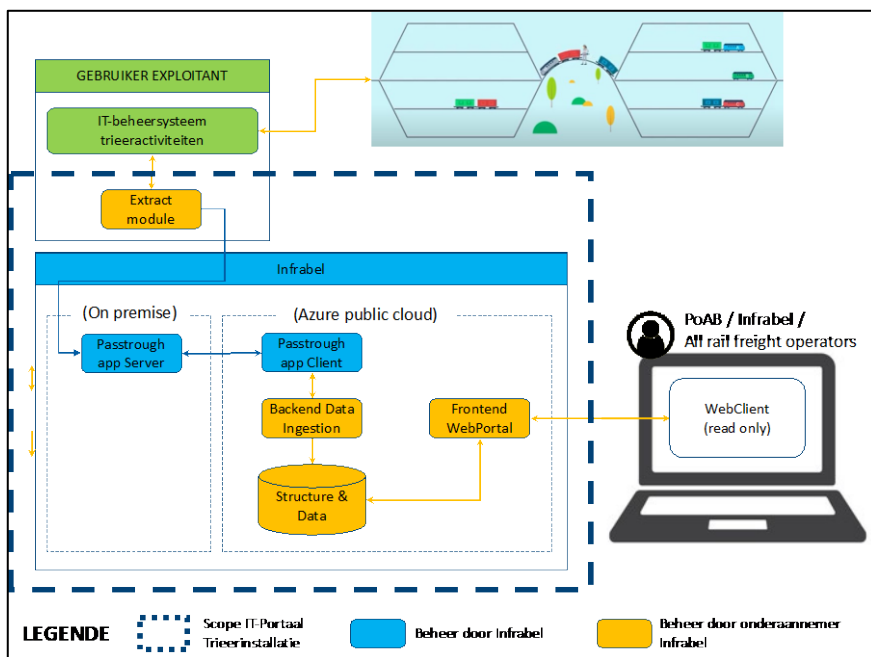
- a) La sécurité ne peut être garantie ;
- b) En raison de l'évolution des conditions du marché, la demande de capacité est insuffisante, de sorte qu'il n'est plus justifié, d'un point de vue économique, de maintenir l'installation en service.

Excepté dans les cas de travaux et d'entretien prévus au point 3 5) ci-dessous, l'utilisateur exploitant sera informé de la décision de mise hors service au moins 18 mois avant la mise hors service, sauf en cas de problèmes de sécurité urgents qu'Infrabel communique de manière motivée à l'utilisateur exploitant.

3) Assurer une disponibilité opérationnelle de :

- a) l'installation B (bosse B et faisceau B2) de 95 % par mois pendant les heures d'ouverture, à l'exception des blancs-travaux prévus (voir point 3 5)) ;

- b) l'installation C (bosse C et faisceau C2) de 98 % par mois pendant les heures d'ouverture, à l'exception des blancs-travaux prévus (voir point 3 5)).
- 4) En cas de défaillance technique de l'installation :
- a) une équipe technique d'Infrabel sera présente dans l'heure qui suit l'appel de l'utilisateur exploitant ;
 - b) sauf en cas de force majeure ou en cas de dérangement nécessitant l'intervention d'un tiers (sous-traitant), il sera remédié au dérangement dans les 2 heures suivant l'arrivée de l'équipe technique d'Infrabel.
- 5) Travaux et entretien : Infrabel se réserve le droit de mettre l'installation temporairement hors service pour des travaux d'entretien et/ou de renouvellement.
- a) Infrabel communique les travaux dans l'installation ayant un impact limité (c'est-à-dire une partie d'une sous-installation hors service pendant moins de 24 heures) : au moins 2 mois à l'avance ;
 - b) Infrabel communique les travaux dans l'installation ayant un impact important (c'est-à-dire une des deux sous-installations hors service ou une partie de l'installation hors service pendant au moins 24 heures) : au moins 1 an à l'avance ;
 - c) En cas de travaux urgents, Infrabel communiquera les travaux en temps réel, dès que l'information sera disponible.
- 6) Portail IT installation de triage :
- a) Infrabel est responsable du portail IT qui peut être utilisé par l'utilisateur exploitant et ses clients pour le suivi des activités dans l'installation ;
 - b) Infrabel vise, à partir de la fin d'une période d'évaluation de 3 mois après le début de l'offre de services par l'utilisateur exploitant, une disponibilité du portail IT (scope voir image ci-dessous) de 98 % (*best effort*), à l'exception des cas suivants :
 - i) force majeure (conformément au point 11) ;
 - ii) les fenêtres d'intervention prévues (celles-ci seront communiquées par Infrabel au plus tard 48 heures avant le début de l'intervention) ;
 - iii) les dérangements nécessitant l'intervention d'un tiers (sous-traitant).



7) Incidents :

- Infrabel enquête sur tous les incidents qui se produisent dans l'installation et ayant un impact sur la sécurité d'exploitation (par exemple, déraillement, collision, ...) ;
- Infrabel met les données et informations pertinentes à la disposition de l'utilisateur exploitant, de manière transparente ;
- Infrabel désigne une personne de contact chargée de fournir les données et informations pertinentes nécessaires à l'utilisateur exploitant ;
- Infrabel organise une concertation trimestrielle « *Incident-Improvement* » au cours de laquelle les incidents et les mesures à prendre sont discutés avec l'utilisateur exploitant.

4. Tâches de l'utilisateur exploitant

1) Gestion de capacité:

- L'utilisateur exploitant est tenu de demander annuellement des capacités à Infrabel, conformément à l'annexe E.4.1 du document de référence du réseau, pour l'utilisation de l'installation de triage. Dans cette demande, l'utilisateur exploitant doit indiquer qu'il souhaite offrir des services à des tiers et à partir de quel moment.
- L'utilisateur exploitant établit annuellement un plan de correspondance à coordonner avec Infrabel au plus tard le 3^e lundi d'octobre, à condition que les informations relatives aux sillons attribués au client de l'utilisateur exploitant aient été communiquées à l'utilisateur exploitant par le client de l'utilisateur exploitant au plus tard le 31 août. Ce plan de correspondance tient compte des éléments suivants :
 - les blancs-travaux de l'installation de triage, telles que déterminées par Infrabel ;
 - les temps normatifs prédéterminés de l'utilisateur exploitant pour chaque opération (démaillage, triage par gravité, formation et visite technique complète, le cas échéant) ;

- iii) les demandes de capacité/demandes de slots pour le passage sur la bosse émanant des clients de l'utilisateur exploitant et les sillons associés.
 - c) Les wagons des rames arrivées à l'heure, ayant fait l'objet d'un contrôle technique et administratif par l'utilisateur exploitant et qui sont en ordre, sont proposés dans le créneau horaire prévu pour le triage par gravité (maximum +2h).
 - d) L'utilisateur exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour que les wagons des rames puissent toujours être triés par la gravité dans le slot de triage prévu vers une voie de triage du faisceau B2 ou C2.
 - e) L'utilisateur exploitant gère la capacité dans les faisceaux de départ (jusqu'au niveau de la voie) dans les créneaux horaires qui lui sont attribués en fonction du plan de correspondance, sans préjudice du respect par l'utilisateur exploitant de ses obligations découlant du règlement d'exécution 2017/2177, du Code ferroviaire et de sa description de l'installation de service.
- 2) Ressources : l'utilisateur exploitant fournit des ressources suffisantes (c'est-à-dire des locomotives de manœuvre et du personnel) pour assurer la mise en œuvre du plan de correspondance en toute sécurité.
- Dispositions spécifiques concernant les ressources :
- a) Les locomotives défectueuses seront réparées sur place ou remplacées dans les 8 heures suivant le signalement du défaut ;
 - b) Mise à disposition de *logistics coordinators*, (junior/senior) *ground operators* et (junior) *shunting drivers* suffisamment formés et certifiés.
- 3) Échange de données
- a) L'utilisateur exploitant fournit des données de planification et des données en temps réel et signe l'accord de confidentialité et d'échange de données à cet effet.
 - b) Pour permettre un fonctionnement correct du portail IT de l'installation de triage, l'utilisateur exploitant fournit des données de planification et des données en temps réel conformément aux spécifications fonctionnelles et techniques du portail IT de l'installation de triage.
- 4) Incidents :
- a) L'utilisateur exploitant enquête sur chaque incident qui se produit dans l'installation et qui a un impact sur la sécurité d'exploitation (par exemple, déraillement, collision, ...) dans lequel il est impliqué, directement ou indirectement.
 - b) L'utilisateur exploitant met à la disposition d'Infrabel, de manière transparente, les données et informations pertinentes permettant d'enquêter sur un incident survenu dans l'installation.
 - c) L'utilisateur exploitant désigne une personne de contact chargée de fournir à Infrabel les données et informations pertinentes nécessaires.
 - d) L'utilisateur exploitant participe activement à la concertation trimestrielle « *Incident-improvement* » organisée par Infrabel.

5. Indicateurs de performance

Infrabel mesurera et partagera les indicateurs de performance suivants avec l'utilisateur exploitant :

- KPI1: *Overall Equipment Effectiveness (OEE) per productive shift* ; mesure basée sur :
 - KPI1.1: Heures réelles disponibles/heures théoriques disponibles (*uptime* par jour), le calcul des dérangements se fait au prorata du nombre de voies hors service (voir formule ci-dessous) : valeur de référence
 - Installation B (bosse B et faisceau B2) : 95 % par mois pendant les heures d'ouverture, à l'exception des blancs-travaux prévus (voir point 3 5)).
 - Installation C (bosse C et faisceau C2) : 98 % par mois pendant les heures d'ouverture, à l'exception des blancs-travaux prévus (voir point 3 5)).

Conformément au point 3 3) ;

Formule (base mensuelle)

v = nombre de voies inutilisables en raison d'un dérangement technique

$t_{\text{dérangement réel}}$

= temps entre début du dérangement et résolution du dérangement technique

$t_{\text{dérangement calculé}}$ = temps converti en fonction de l'impact

t_{total} = nombre d'heures de mise à disposition de l'installation par semaine

D = disponibilité en %

C2

B2

$$t_{\text{dérangement calculé}} = t_{\text{dérangement réel}} * \frac{v}{56}$$

$$t_{\text{dérangement calculé}} = t_{\text{dérangement réel}} * \frac{v}{40}$$

$$D = \frac{\sum t_{\text{dérangement calculé}}}{t_{\text{total}}}$$

$$D = \frac{\sum t_{\text{dérangement calculé}}}{t_{\text{total}}}$$

- KPI1.2: Nombre d'incidents dus au système (y compris freinage insuffisant avec dommages) : concerne une valeur mesurée ;
- KPI1.3: Vitesse de réaction en cas de dérangements (durée de l'arrivée du service technique et de la résolution du dérangement) : Valeur de référence : Arrivée du service technique : 1 heure / *Time to normalise* : Valeur de référence 3 heures ; conformément au point 3 4) ;
- KPI1.4: Temps d'inactivité (*Idle time*) de l'installation de triage dû au trafic externe pour la bosse : concerne une valeur mesurée.
- KPI2: Nombre de trains du trafic diffus détournés en raison d'une capacité limitée dans le faisceau B1 ou C1, par rapport au nombre de trains prévus selon le plan de correspondance : concerne une valeur mesurée ;
- KPI3: Nombre de travaux prévus communiqués tardivement par rapport au nombre total de travaux communiqués : valeur de référence : 0 ;
- KPI4: Disponibilité du portail de la bosse : valeur de référence de 98 % conformément au point 3 6)

L'utilisateur exploitant mesurera et partagera avec Infrabel les indicateurs de performance suivants :

- KPI1: Élaboration en temps utile du plan de correspondance (dans les délais convenus) : valeur de référence de 100 % conformément au point 4 1) ;
- KPI2: Ressources planifiées en fonction du plan de correspondance par rapport aux ressources réelles par shift : valeur de référence de 90 % ;
- KPI3: Produced as planned: Nombre de wagons arrivés à temps, triés par gravité, en ordre sur le plan administratif et technique / Nombre de wagons à trier par gravité selon le plan (par jour) : valeur de référence : 90 % ;
- KPI4: Nombre de wagons dont le temps de séjour dans le faisceau C2 est >48h (par jour) (à l'exclusion des wagons pour le *picking*) : valeur de référence ;
- KPI5: *Rework* : Nombre de wagons triés par gravité depuis le faisceau de triage (C2) par jour / Nombre total de wagons triés par gravité par jour dans l'installation C : valeur mesurée.

Le suivi des indicateurs clés de performance (KPI) se fait dans le cadre du comité d'audit (cf. point 6). Si les valeurs de référence ne sont pas atteintes, des mesures correctives seront discutées.

6. Comité d'audit

- 1) But : Le comité d'audit contrôle la neutralité de la fourniture non discriminatoire de services par l'utilisateur exploitant, ainsi que le respect de ces conditions. La neutralité est assurée par l'échange de données (cf. point 4 3)) et le respect des procédures et des règles opérationnelles telles que décrites dans la description de l'installation de service établie par l'utilisateur exploitant.
- 2) Composition : Le comité d'audit est composé de représentants des membres permanents du comité d'audit et d'éventuels observateurs. Les membres permanents peuvent autoriser la présence d'observateurs.

- Membres permanents du comité d'audit : Infrabel, Railport, l'utilisateur exploitant.

- 3) Fonctionnement :

- Le comité d'audit est organisé sous la direction d'Infrabel.
- L'ordre du jour de la réunion est établi par Infrabel après consultation des membres et doit être envoyé aux membres avant la réunion.
- Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an (en mars et en septembre).
- Le comité d'audit veille à la neutralité de la gestion en examinant la répartition des capacités/volumes par client entreprise ferroviaire, le respect des règles de priorité et procédures, l'utilisation des capacités dans les faisceaux B2 et C2 et les indicateurs clés de performance définis dans les conditions.
- Le comité d'audit sert également à discuter des éventuels problèmes identifiés liés à la gestion neutre et à déterminer les actions correctives.
- Le comité d'audit ne peut valablement délibérer et prendre une décision que si l'ensemble des membres sont présents ou représentés. Un membre empêché peut donner procuration à un autre membre du comité pour le représenter à une réunion.
- Les actions sont convenues par consensus des membres.
- Le secrétaire du comité d'audit (Infrabel/Railport) rédige le rapport de la réunion et transmet le rapport à tous les membres et observateurs dans le mois qui suit la réunion.

7. Assurance

Infrabel et l'utilisateur exploitant confirment qu'ils agissent conformément à toutes les règles et tous les certificats d'assurance applicables et à toutes les exigences légales, juridiques et administratives applicables.

Infrabel et l'utilisateur exploitant disposent des assurances nécessaires (assurance responsabilité civile et assurance accidents du travail) et toute assurance qu'ils jugent nécessaire et veillent eux-mêmes à ce que les tiers éventuels auxquels il est fait appel disposent des assurances nécessaires.

8. Responsabilité

Infrabel et l'utilisateur exploitant sont responsables des dommages ou pertes causés par leur faute ou négligence grave et sont responsables des dommages ou pertes causés par les tiers auxquels ils font appel.

L'utilisateur exploitant garantit Infrabel contre toute réclamation de tiers dans le cadre de l'utilisation de l'installation par l'utilisateur exploitant et des services fournis à des tiers.

L'utilisateur exploitant et Infrabel ne sont pas responsables des dommages indirects, des dommages consécutifs, des dommages immatériels et/ou des dommages moraux.

L'utilisateur exploitant et Infrabel sont chacun responsables du respect de leurs obligations en tant qu'exploitant d'installation de service conformément au Règlement d'exécution 2017/2177.

9. Modification des conditions générales

Infrabel a le droit de modifier ou de compléter les présentes conditions.

Toute modification majeure sera communiquée à l'utilisateur exploitant 9 mois avant la modification, à moins qu'en vertu d'une décision ou d'un avis de l'organe de contrôle ou toute autre autorité compétente, ce délai ne puisse être respecté. Si celui-ci n'accepte pas les modifications, l'utilisateur exploitant peut, moyennant un délai de préavis (voir le point 10 2)d ci-dessous), interrompre les services de triage.

10. Suspension et cessation anticipée

- 1) En cas de non-respect, en tout ou en partie, des conditions par l'utilisateur exploitant, celui-ci soumettra un plan avec les actions à entreprendre pour se conformer dans les meilleurs délais aux conditions dans un délai de 15 jours calendrier suivant la mise en demeure. Si l'utilisateur exploitant n'a pas proposé de plan dans un délai de 15 jours calendrier, les parties se réuniront dans un délai de 7 jours calendrier pour parvenir à un accord.
- 2) Les conditions peuvent être résiliées à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception dans les cas suivants :
 - a) Si l'utilisateur exploitant ne respecte pas les conditions, l'utilisateur exploitant devra soumettre un plan avec les actions à entreprendre, dans un délai de 15 jours calendrier suivant la mise en demeure, pour se conformer dans les meilleurs délais à ses obligations essentielles. Si l'utilisateur exploitant n'a pas proposé de plan dans un délai de 15 jours calendrier, les parties se réuniront dans un délai de 7 jours calendrier pour parvenir à un accord. Si aucune

solution n'est trouvée, Infrabel peut mettre fin aux conditions générales avec un préavis de neuf mois.

- b) Dans le cas où l'utilisateur exploitant serait impliqué dans une procédure de concordat judiciaire, de faillite ou de liquidation.
 - c) Si l'utilisateur exploitant ne détient pas ou plus les licences ou permis nécessaires à la fourniture des services.
 - d) Si l'utilisateur exploitant décide de mettre fin aux opérations de la bosse, il doit respecter un préavis de 9 mois afin de prendre les mesures et les actions nécessaires pour organiser ses activités et préparer la fin de son activité dans l'installation.
- 3) Infrabel a le droit de mettre fin à l'utilisation de l'installation sur la base de ces conditions sans être redevable d'une quelconque indemnité. Infrabel en informera au moins 18 mois à l'avance l'utilisateur exploitant afin qu'il dispose d'un délai suffisant pour prendre les mesures et actions nécessaires en vue d'organiser ses activités et de préparer la fin de son activité dans l'installation.

11. Force majeure

On entend par force majeure la survenance d'événements imprévisibles et non imputables à la partie qui invoque la force majeure, dont les conséquences sont inévitables et qui rendent impossible l'exécution de l'obligation de la partie qui invoque la force majeure, tels que (dans les conditions susmentionnées et sans s'y limiter) les catastrophes naturelles, les glissements de terrain, guerre ou menace de guerre, pandémie, émeutes, hostilités, sabotage, actes ou restrictions des autorités publiques, pénuries d'énergie, pannes de courant, bris de machines, accidents, dommages aux installations, problèmes d'infrastructure ferroviaire, grèves, lock-out ou conflits du travail (ci-après « force majeure »). La force majeure est un événement échappant au contrôle raisonnable d'une partie qui retarde ou empêche l'exécution de ses obligations, à condition que la partie qui n'exécute pas ses obligations ne soit pas fautive d'avoir causé l'événement ou de ne pas l'avoir empêché, et que l'événement ou ses effets ne puissent être contournés par le recours à des efforts commercialement raisonnables, à des ressources alternatives, à des plans pour une solution alternative ou à d'autres moyens.

La partie impactée par la force majeure notifie sans délai à l'autre partie la force majeure ainsi que ses plans et les efforts qu'elle fournit pour trouver une solution, auquel cas la partie touchée est dispensée de poursuivre l'exécution des obligations concernées tant que la force majeure continue d'en empêcher l'exécution et qu'elle ne peut être contournée. La partie impactée continuera à déployer des efforts commercialement raisonnables pour remplir ses obligations dans toute la mesure du possible et se conformera à toutes les obligations applicables en matière de retour d'urgence à la normale. Lorsque la force majeure a cessé ou peut être contournée, la partie impactée le notifie immédiatement à l'autre partie.

Si une situation de force majeure empêche ou va empêcher l'exécution des obligations pendant plus de trente jours de calendrier, chaque partie peut résilier les conditions par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre partie moyennant le respect d'un préavis de deux mois.

12. Généralités

1) Hiérarchie des normes

Bij tegenstrijdige bepalingen geldt de volgende normenhiërarchie:

1. Le règlement d'exécution 2017/ 2177 ;
2. Le Code ferroviaire ;
3. Le document de référence du réseau ;
4. Les conditions ;
5. Les éventuelles conditions particulières.

2) Modifications

Sans préjudice du point 9, les présentes conditions ne peuvent être modifiées ou amendées qu'au moyen d'un document écrit, conformément au règlement 2017/2177.

3) Nullité

L'invalidité éventuelle d'une disposition quelconque des présentes conditions n'entraîne pas l'invalidité de l'ensemble des conditions.

4) Cessibilité

Les présentes conditions générales ne peuvent être cédées ou transférées en tout ou en partie à un tiers par l'utilisateur exploitant.

5) Droit applicable

Les présentes conditions générales sont soumises au droit belge.

6) Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige qui pourrait survenir concernant l'application et l'interprétation des présentes conditions générales.